

*Initiatives ministérielles*

tent ensuite de faire, de très loin, des déclarations profondes sur notre mode de vie, notre économie et notre avenir. Pendant leurs brèves visites, ils n'ont pas vu grand monde, mais tout d'un coup ils savent tout de notre situation et dès qu'ils repartent, ils pontifient de façon interminable à ce sujet.

• (1055)

Nous ne sommes pas tous du même avis chez nous, c'est vrai, mais nous n'aimons pas nous faire dire que nous ne méritons pas ce projet car nous sommes trop petits et trop insignifiants.

Allons de l'avant avec ce projet. Nous estimons que tous les éléments nécessaires sont en place et qu'il est temps de passer à sa réalisation.

**M. Dave Worthy (secrétaire parlementaire du ministre des Travaux publics):** Monsieur le Président, je suis heureux de pouvoir prendre la parole aujourd'hui à l'étape du rapport. Les amendements que nous examinons, et il y en a beaucoup, sont essentiellement des amendements de nature à bloquer ce projet de loi. Ils le vident de toute sa substance. Les uns après les autres, ils demandent la suppression de différents articles. Ils ont manifestement été présentés pour marquer une opposition. On ne peut en débattre sérieusement, parce qu'ils ne veulent pas dire grand-chose.

Le député néo-démocrate parlait tout à l'heure de certaines questions que posent les gens, sur le plan de l'environnement, et de la façon dont nous avons tenté de répondre à ces questions. Il y a des gens qui, peu importe les réponses que nous donnons, peu importe la quantité et la qualité de ces réponses, ne seront jamais satisfaits. Nous le savons. Dans une société, il est impossible de répondre à toutes les questions que posent les gens, surtout sur un sujet qui fait appel aux sentiments.

J'ai parlé à des habitants de l'île. Les avis sont partagés. Certains veulent que leur île reste telle qu'elle est. D'autres souhaitent que l'on construise un pont qui leur apportera la prospérité et qui offrira de grandes possibilités, non seulement aux habitants de l'Île-du-Prince-Édouard mais aussi, en fait, aux habitants du Nouveau-Brunswick et des autres provinces de l'Atlantique.

Pendant le peu de temps que j'ai eu pour examiner cette question, j'ai pu remplir deux grandes serviettes de documents sur l'impact environnemental du lien fixe. J'en ai consultés quelques-uns ce matin pour les apporter à la Chambre et les avoir à portée de la main, si jamais nous débattions cette question pendant un certain temps. Toutes les études, sans exception, traitent de différents aspects des incidences environnementales de ce projet. J'en ai choisi des petites pour pouvoir les glisser dans une

petite serviette, parce que je ne voulais pas être obligé de venir à la Chambre en taxi.

Toutes contiennent des réponses. Toutes renferment des analyses et des évaluations de ces questions très importantes. Le résultat net est qu'en fait, elles fournissent des réponses. Les habitants de l'Île-du-Prince-Édouard et ceux du Canada atlantique—du moins la vaste majorité d'entre eux—reconnaissent que ces études s'attaquent aux problèmes et à leurs préoccupations, et qu'elles contiennent des réponses à la fois judicieuses et constructives.

Si nous proposons des solutions satisfaisantes pour mettre fin aux préoccupations continuelles sur les plans constitutionnel et environnemental, ainsi que pour apaiser les préoccupations légitimes des entreprises au sujet des contacts qui devront être établis, les habitants du Canada atlantique—du moins la vaste majorité d'entre eux—seraient d'accord pour que l'on aille de l'avant avec ce projet. À la vérité, je suis sûr que si les Canadiens comprenaient l'essence de cet accord, la majorité d'entre eux souhaiteraient également que l'on donne suite à ce projet.

Parlant d'appui, le député de l'Île-du-Prince-Édouard qui a pris la parole avant moi et qui connaît nettement mieux la question que moi, sait que non seulement l'Île-du-Prince-Édouard, mais aussi le Nouveau-Brunswick appuient fortement ce projet. Le premier ministre actuel du Nouveau-Brunswick et l'ancien premier ministre de l'Île-du-Prince-Édouard ont tous deux comparu devant le comité. J'ai la citation exacte de ce qu'ils ont dit quelque part ici, mais je ne la retrouve pas au milieu de toutes ces études environnementales. C'est le problème quand on étudie trop un dossier.

• (1100)

Plusieurs députés qui se trouvent aujourd'hui à la Chambre étaient présents à la réunion durant laquelle ont témoigné ces deux premiers ministres, dirigeants du Canada atlantique. Les gens de la région croient en ce projet et veulent qu'il aille de l'avant, car ils voient dans sa réalisation de réels débouchés pour les habitants de l'île et pour tous les Canadiens.

Je représente des habitants de la Colombie-Britannique. Certains m'ont demandé comment je pouvais appuyer ce mégaprojet sur l'Île-du-Prince-Édouard. Je leur ai répondu que c'était très simple, que c'était pour les habitants de l'île un projet important et tout à fait unique.

J'espère vivement que ce projet va voir le jour car, à mon avis, sa réalisation pourrait ouvrir la voie à de nombreux autres projets au Canada.